

Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2021



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -47,466 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2021 s'élève à -47,466 Md€ contre -35,206 Md€ à fin février 2020 à périmètre courant.

Cette évolution (-12,260 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 9,270 Md€, une baisse des recettes nettes de 1,389 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 1,601 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 63,328 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,580 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,946 Md€), et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,044 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,795 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,914 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (0,996 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,820 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 3,334 Md€, essentiellement au titre du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises » (2,234 Md€) et du programme « Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel » (1,080 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 3,010 Md€, principalement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (1,705 Md€) et du programme « Service public de l'énergie » (0,836 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin février 2021 s'élèvent à 63,328 Md€ contre 54,058 Md€ à fin février 2020 à périmètre courant.

Cette évolution (+9,270 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 8,004 Md€, (essentiellement la mission « Plan d'urgence face

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,404 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,378 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (0,981 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,944 Md€, essentiellement au titre du programme « Gendarmerie nationale » (1,049 Md€) et du programme « Police nationale » (0,869 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,633 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,560 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,293 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Plan de relance** : 1,082 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

à la crise sanitaire » pour 6,333 Md€, mission créée par la LFR 1 en 2020, la mission « Ecologie, développement et mobilité durable » pour 2,337 Md€, principalement au titre d'un versement de 1,645 Md€ à SNCF Réseau, et la mission « Travail et emploi » pour -1,653 Md€, baisse prévue en LFI 2021).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 27,842 Md€

Les principales recettes du mois

► **IR net** : 6,995 Md€ ;

► **TVA nette** : 5,783 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,581 Md€, dont 1,229 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,529 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la TICFE pour 0,507 Md€) ;

► **TICPE nette** : 1,619 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 0,964 Md€, dont 0,478 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **IS net** : -0,707 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,567 Md€, principalement au titre de la DGF (-2,032 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -4,390 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 37,882 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin février 2021 s'élevèrent à 37,882 Md€ contre 36,842 Md€ à fin février 2020 à périmètre courant.

Cette évolution (+1,040 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations des

recettes de TICPE nette pour 2,214 Md€ et d'IS net pour 0,914 Md€.

Ces hausses sont partiellement compensées par une baisse des recettes de TVA nette de 1,422 Md€.

Recettes non fiscales : 1,436 Md€

Les recettes non fiscales à fin février 2021 s'élevèrent à 1,436 Md€ contre 2,890 Md€ à fin février 2020 à périmètre courant.

Cette évolution (-1,454 Md€) s'explique

essentiellement par le versement de l'amende de 2,083 Md€ par la société AIRBUS SE intervenu en 2020.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -12,084 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin février 2021 s'élevèrent à -12,084 Md€ contre -10,782 Md€ à fin février 2020 à périmètre courant.

Cette évolution (-1,302 Md€) s'explique par une

hausse des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,385 Md€ (écart lié à la modification de la liquidation de la contribution de la France au budget 2021 de l'UE).

Fonds de concours : 0,607 Md€

Les fonds de concours à fin février 2021 s'élevèrent à 0,607 Md€ contre 0,281 Md€ à fin février 2020 à

périmètre courant. Cette évolution s'élève à +0,326 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -11,980 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,913 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,280 Md€ (principalement au titre de la mensualisation de TF pour 1,214 Md€ et des impôts locaux sur exercice précédent pour 1,091 Md€) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin février 2021 s'élève à -11,980 Md€ contre -10,379 Md€ à fin février 2020 à périmètre courant.

Cette évolution (-1,601 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de 0,786 Md€ (dont une baisse de 0,439 Md€ du solde du compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » en raison

►Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des dépenses pour 1,069 Md€, dont 1,054 Md€ correspondant à des avances versées à l'agence de service et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune.

de versements d'avances remboursables destinées à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19) et des comptes d'affectation spéciale de 0,824 Md€, (principalement en raison de la suppression du CAS « Transition énergétique » à compter de 2021).

Dettes financières de l'Etat au 28 février : 2 062,312 Md€

La dette financière est en augmentation de 32,118 Md€ depuis le début de l'année 2021.

Les principaux flux nets positifs concernent les

OAT (émissions nettes de remboursement de 35,507 Md€). Le montant net des BTF a diminué de 3,206 Md€.



	Mois		Cumul à fin février		Renvoi Page
	Février	2021	2020 retraité	2020 exécuté	
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-25 610	-47 466	-35 206	-35 206	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	30 528	63 328	54 058	54 058	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	10 510	27 842	29 231	29 231	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	6 995	8 640	8 630	8 630	
- IS *	-707	-556	-1 470	-1 470	
- TVA	5 783	21 149	22 571	22 571	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 592	-11 980	-10 379	-10 379	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 945	145 082			16
Dette financière de l'Etat	311	2 062 312			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Dépenses de personnel	11 779	23 160	22 528	22 528
Dépenses de fonctionnement	3 854	10 422	10 226	10 226
Charges de la dette de l'Etat	179	452	278	278
Dépenses d'investissement	807	3 301	3 037	3 037
Dépenses d'intervention	13 828	24 813	16 809	16 809
Dépenses d'opérations financières	82	186	185	185
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	30 528	63 328	54 058	54 058
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	16 200	37 882	36 842	36 842
Recettes non fiscales	829	1 436	2 890	2 890
Prélèvements sur recettes	-6 957	-12 084	-10 782	-10 782
Fonds de concours	439	607	281	281
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	10 510	27 842	29 231	29 231
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	17 467	39 925	40 013	40 013
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-20 017	-35 486	-24 827	-24 827
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 164	1 134	1 958	1 958
Solde des comptes de concours financiers	-6 958	-13 427	-12 641	-12 641
Solde des comptes de commerce	201	329	326	326
Solde des comptes d'opérations monétaires	1	-17	-56	-56
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 592	-11 980	-10 379	-10 379
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-25 610	-47 466	-35 206	-35 206



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 779	23 160	22 528	22 528
Rémunérations d'activité	6 977	13 449	12 838	12 838
Cotisations et contributions sociales	4 717	9 597	9 572	9 572
Prestations sociales et allocations diverses	85	114	118	118
AUTRES TITRES	18 749	40 168	31 529	31 529
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 854	10 422	10 226	10 226
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 017	4 227	3 788	3 788
Subventions pour charges de service public	1 837	6 194	6 438	6 438
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	179	452	278	278
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	179	452	278	278
Titre 5 - Dépenses d'investissement	807	3 301	3 037	3 037
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	650	2 461	2 222	2 222
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	157	841	814	814
Titre 6 - Dépenses d'intervention	13 828	24 813	16 809	16 809
Transferts aux ménages	5 152	10 458	9 564	9 564
Transferts aux entreprises	6 699	9 979	2 493	2 493
Transferts aux collectivités territoriales	507	1 272	1 140	1 140
Transferts aux autres collectivités	1 463	3 098	3 612	3 612
Appels en garantie	6	6	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	82	186	185	185
Prêts et avances	0	1	60	60
Dotations en fonds propres	70	76	36	36
Dépenses de participations financières	12	109	88	88
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	30 528	63 328	54 058	54 058



	Mois de février		Cumul à fin février 2021		Cumul à fin février 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
unité : million d'€.					
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	524	341	839	567	603
Action de la France en Europe et dans le monde	146	167	435	370	334
Diplomatie culturelle et d'influence	297	156	305	164	177
Français à l'étranger et affaires consulaires	82	17	100	33	93
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	314	309	592	584	545
Administration territoriale de l'Etat	180	171	343	326	314
Vie politique, culturelle et associative	24	16	40	32	25
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	111	122	209	226	207
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	117	203	342	415	427
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	27	117	175	253	274
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	44	40	76	71	64
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	47	47	91	91	90
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	22	32	279	397	488
Aide économique et financière au développement	4	15	4	124	101
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	18	17	275	273	387
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	2	28	1 430	1 360	1 418
Liens entre la Nation et son armée	0	1	2	2	3
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2	13	1 406	1 336	1 400
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	14	22	22	15
COHESION DES TERRITOIRES	261	1 633	12 631	2 437	1 625
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	170	49	175	49	44
Aide à l'accès au logement	0	1 560	12 366	2 359	1 516
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	2	7	3	10	8
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	59	5	59	6	35
Interventions territoriales de l'Etat	0	2	-2	3	6
Politique de la ville	31	10	31	10	16
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	52	92	145	139	139
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	34	35	69	65	65
Conseil économique, social et environnemental	0	40	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	36	35	34
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	313	213	506	294	259
Patrimoines	198	87	214	110	96
Création	54	55	159	56	41
Soutien aux politiques du ministère de la culture ⁽²⁾	57	57	115	113	122
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ⁽¹⁾	3	14	18	15	0
DEFENSE	6 643	3 795	9 935	9 415	9 155
Environnement et prospective de la politique de défense	356	65	399	230	284
Préparation et emploi des forces	932	996	1 924	2 022	1 693
Soutien de la politique de la défense	1 885	1 914	4 050	3 811	3 843
Equipped des forces	3 470	820	3 562	3 352	3 335
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	43	48	101	95	100
Coordination du travail gouvernemental	38	44	81	77	82
Protection des droits et libertés	5	4	20	18	17
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	10 595	3 010	12 766	4 262	1 805
Infrastructures et services de transports	1 687	1 705	1 957	1 828	210
Affaires maritimes	4	5	68	21	20
Paysages, eau et biodiversité	11	10	62	25	7
Expertise, information géographique et météorologie ⁽²⁾	0	0	416	139	149
Prévention des risques	553	16	620	30	26
Energie, climat et après-mines	48	99	400	172	209
Service public de l'énergie	7 934	836	8 470	1 330	577
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	242	222	650	596	608
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	116	116	122	122	0



	Mois de février		Cumul à fin février 2021		Cumul à fin février 2020
	AE	CP	AE	CP	retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés	CP consommés
unité : million d'€.					
ECONOMIE	206	204	355	299	248
Développement des entreprises et régulations	133	149	234	202	156
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	34	32	71	64	67
Stratégies économiques ⁽²⁾	39	23	50	33	26
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	64	69	348	347	358
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	62	62	330	330	278
Appels en garantie de l'Etat	0	6	6	6	0
Epargne	1	0	11	10	0
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 577	6 580	13 493	13 308	12 685
Enseignement scolaire public du premier degré	2 044	2 044	3 976	3 975	3 832
Enseignement scolaire public du second degré	2 950	2 946	5 773	5 768	5 616
Vie de l'élève	641	622	1 596	1 558	1 302
Enseignement privé du premier et du second degrés	640	642	1 446	1 413	1 377
Soutien de la politique de l'éducation nationale	181	196	452	352	326
Enseignement technique agricole	120	131	250	242	232
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ⁽²⁾	818	794	1 720	1 611	1 655
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	627	614	1 278	1 211	1 256
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	60	56	183	151	151
Facilitation et sécurisation des échanges	132	124	259	249	247
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	129	122	335	244	201
Immigration et asile	53	59	254	181	140
Intégration et accès à la nationalité française	76	62	81	63	62
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	0	0	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
JUSTICE	923	898	1 924	1 637	1 482
Justice judiciaire	446	322	786	634	569
Administration pénitentiaire	319	306	614	636	577
Protection judiciaire de la jeunesse	100	73	269	133	126
Accès au droit et à la justice	11	164	172	168	150
Conduite et pilotage de la politique de la justice	47	32	83	66	60
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	7	7	40	40	91
Presse et médias	7	7	40	40	91
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	1 292	471	1 345	527	456
Emploi outre-mer	1 228	447	1 256	463	425
Conditions de vie outre-mer	64	24	89	64	31
PLAN DE RELANCE ⁽¹⁾	2 968	1 082	3 355	1 091	0
Écologie ⁽¹⁾	1 206	301	1 425	309	0
Compétitivité ⁽¹⁾	562	297	730	298	0
Cohésion ⁽¹⁾	1 200	484	1 200	484	0
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	3 315	3 334	6 440	6 501	0
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel à la suite de la crise sanitaire	1 080	1 080	1 410	1 410	0
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	2 235	2 234	4 925	4 923	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	105	105	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 ⁽¹⁾	0	20	0	63	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	994
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	13
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€.	Mois de février		Cumul à fin février 2021		Cumul à fin février 2020
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	6 136	1 293	22 685	5 472	6 454
Formations supérieures et recherche universitaire	60	57	12 968	3 314	3 249
Vie étudiante	1 280	238	1 963	703	531
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	3 505	514	4 781	552	1 155
Recherche spatiale	1 032	0	1 507	119	727
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	374	1 184	650	615
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	241	92	241	94	137
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	18	18	40	40	41
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	114	507	5 514	1 433	1 359
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	341	3 711	945	953
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	742	202	206
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	114	99	1 061	285	200
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-3	137	-11	157	206
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	0	134	-7	154	202
Concours spécifiques et administration	-3	3	-4	3	4
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 043	8 052	20 890	20 902	22 120
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	7 579	7 587	19 523	19 535	21 186
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	465	465	1 368	1 368	934
SANTE	1 010	407	1 088	432	350
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	67	30	145	55	26
Protection maladie	943	377	943	377	324
SECURITES	2 066	1 944	3 904	3 656	3 293
Police nationale	867	869	1 737	1 744	1 771
Gendarmerie nationale	1 137	1 049	2 038	1 862	1 446
Sécurité et éducation routières	2	1	4	3	6
Sécurité civile	60	25	125	48	70
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	1 440	2 404	22 872	4 625	4 791
Inclusion sociale et protection des personnes	1 394	1 378	11 031	2 342	2 388
Handicap et dépendance	0	981	11 164	1 961	2 055
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	1
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽²⁾	46	45	676	322	347
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	591	156	650	165	279
Sport	105	75	165	85	127
Jeunesse et vie associative	487	80	486	81	149
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	0	3
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES⁽²⁾	84	27	141	30	41
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	1	1	1	3	1
Fonds pour la transformation de l'action publique	8	1	8	1	7
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques ⁽²⁾	1	1	1	1	0
Fonction publique	74	24	131	25	32
TRAVAIL ET EMPLOI	279	388	1 908	793	2 549
Accès et retour à l'emploi	211	295	1 681	649	965
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	-1	31	107	31	1 471
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	2	3	2	3
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	66	61	117	111	109
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	54 945	38 580	149 558	84 230	76 178
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	46 902	30 528	128 668	63 328	54 058

⁽¹⁾ Création en LFI 2021

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2021

⁽³⁾ Suppression en LFI 2021



	Mois	Cumul à fin février			
		Février	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	7 163	14 492	14 471	14 471	
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	181	295	301	301	
Impôt sur les sociétés (C)	456	1 500	1 623	1 623	
Impôt sur les sociétés	452	1 485	1 599	1 599	
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	4	15	24	24	
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	0	0	0	
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	964	2 626	2 598	2 598	
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	54	154	159	159	
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	126	447	878	878	
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0	
Impôt sur la fortune immobilière	85	177	165	165	
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0	
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	1	21	21	
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	2	2	2	
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	4	74	74	
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	17	16	16	
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0	
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	
Prélèvements de solidarité	478	1 087	1 131	1 131	
Taxe sur les services numériques	6	11	32	32	
Taxe d'habitation sur les résidences principales ⁽¹⁾	147	610	0	0	
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	33	45	0	0	
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	
Recettes diverses	25	70	119	119	
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 802	3 028	974	974	
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	11 106	31 267	33 165	33 165	
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 581	5 575	5 829	5 829	
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	44	106	124	124	
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	13	27	38	38	
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	8	15	11	11	



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2021	2020 retraité	2020 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	231	528	499	499
Mutations à titre gratuit par décès	998	1 617	1 625	1 625
Contribution de sécurité immobilière	65	139	139	139
Autres conventions et actes civils	33	70	69	69
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	47	92	90	90
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	38	59	42	42
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	8	14	17	17
Timbre unique	13	47	70	70
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	529	1 934	2 166	2 166
Autres droits et recettes accessoires	0	1	1	1
Amendes et confiscations	3	7	6	6
Taxe générale sur les activités polluantes	1	3	2	2
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	3	4	6	6
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	5	7	78	78
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	9	9
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	3	8	8	8
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	331	386	231	231
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	5	10	116	116
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	27	54	68	68
Prélèvement sur les paris sportifs	63	141	94	94
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	10	19	13	13
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	82	234	216	216
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	21	51	91	91
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	24 252	58 784	58 962	58 962
TOTAL GENERAL (net de R&D)	16 200	37 882	36 842	36 842

(1) Création en LFI 2021



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	14	4	4
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	0	14	4	4
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	43	220	141	141
Revenus du domaine public non militaire	12	31	33	33
Autres revenus du domaine public	-1	0	1	1
Revenus du domaine privé	1	10	37	37
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	30	179	70	70
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	95	202	193	193
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	94	200	190	190
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	1	1
Autres recettes diverses	0	1	1	1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	12	44	35	35
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	2	1	1
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	4	6	17	17
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	8	28	14	14
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	2	2	2



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	130	277	2 269	2 269
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	46	107	7	7
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	37	37	6	6
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	1	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	45	83	2 206	2 206
Frais de poursuite	1	2	2	2
Frais de justice et d'instance	1	1	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
Divers (F)	549	680	250	250
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	10	10	3	3
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1	3	21	21
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	2	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	1	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	1	1
Récupération d'indus	1	2	2	2
Recouvrements après admission en non-valeur	10	21	22	22
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	5	6	6
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	4	7	7
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	38	99	89	89
Produits divers	457	458	13	13
Autres produits divers	24	72	81	81
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	829	1 436	2 890	2 890

(1) Suppression en LFI 2021



	Mois	Cumul à fin février			
		Février	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 567	-4 976	-5 060	-5 060	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 032	-4 064	-4 091	-4 091	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1	
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	1	1	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-279	-387	-422	-422	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	0	0	0	
Dotations élu local	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0	
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0	
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-239	-476	-496	-496	
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	-12	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-18	-35	-35	
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-15	-15	-15	
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	-2	0	0	
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels ⁽¹⁾	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises ⁽¹⁾	0	0	0	0	
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0	
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0	
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-4 390	-7 108	-5 723	-5 723	
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 957	-12 084	-10 782	-10 782	
Fonds de concours					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	405	538	224	224	
Fonds de concours - coopération internationale	33	69	57	57	
TOTAL FONDS DE CONCOURS	439	607	281	281	

⁽¹⁾ Création en LFI 2021



	Mois de février		Cumul à fin février					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2021	2020 exécuté	2021	2020 exécuté	2021	2020 exécuté
	unité : million d'€.							
Comptes d'affectation spéciale	5 189	6 353	10 049	10 724	11 182	12 681	1 134	1 958
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	20	123	22	22	208	216	186	193
Développement agricole et rural	1	4	1	0	10	7	9	7
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	2	31	2	7	62	31	60	24
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	15	55	22	137	88	76	66	-61
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	286	32	314	31	139	6	-175	-26
Pensions	4 864	6 108	9 688	9 495	10 675	10 737	988	1 242
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	54	0	54
Transition énergétique ⁽²⁾	0	0	0	1 031	0	1 555	0	525
Comptes de concours financiers	10 374	3 416	20 246	19 465	6 819	6 824	-13 427	-12 641
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1 069	0	1 630	1 191	0	0	-1 630	-1 191
Avances à l'audiovisuel public	310	135	620	632	298	326	-322	-306
Avances aux collectivités territoriales	8 913	3 280	17 890	17 590	6 516	6 482	-11 374	-11 107
Prêts à des Etats étrangers	34	0	34	20	4	3	-30	-17
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	49	0	72	33	0	12	-72	-21
Comptes de commerce	575	776	952	796	1 282	1 123	329	326
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	43	158	82	61	159	115	77	54
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	15	26	21	29	27	3	6
Couverture des risques financiers de l'Etat	242	242	243	271	243	271	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	38	49	54	39	122	74	67	35
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	192	307	497	329	717	511	219	182
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	3	6	6	9	8	3	2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	3	3	3	3	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	41	0	41	66	0	113	-41	47
Comptes d'opérations monétaires	160	161	202	151	185	94	-17	-56
Emission des monnaies métalliques	5	5	23	29	7	7	-16	-22
Opérations avec le Fonds Monétaire International	155	155	179	122	178	87	-1	-35
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	16 298	10 706	31 449	31 136	19 468	20 722	-11 981	-10 414
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	16 143	10 551	31 269	31 014	19 290	20 635	-11 980	-10 379

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2021

⁽²⁾ Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2021
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		193	38	231
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	513	-268	246
		Total organismes à caractère financier	717	-231	486
	CEPL	Régions	4 531	-298	4 233
		Départements	8 247	-699	7 548
		Communes	26 806	-653	26 154
		HLM	137	-80	58
		Autres	27 904	1 004	28 908
			Total CEPL	67 626	-726
		Etablissements publics de santé	7 642	345	7 987
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	29 216	-11 112	18 104
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	16 351	18	16 369
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 284	1 079	5 363
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 726	-351	1 375
		Total établissements publics nationaux	51 577	-10 367	41 210
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 224	-478	14 746
		Union européenne	2 145	-643	1 502
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	58	0	58
GIP		964	40	1 003	
EPLÉ		2 510	1 037	3 547	
Autres correspondants		7 684	-127	7 556	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor		48	0	48	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 263	948	12 212	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	156 195	-11 152	145 043	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	35	5	39	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	35	5	39	
	Total Passif (A)	156 230	-11 147	145 083	
	Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
	Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Total Actif (B)	0	0	0	
	SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)	156 229	-11 147	145 082	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2021
Titres négociables (A)	2 000 986	32 301	2 033 287
Titres négociables à moyen et long terme	1 839 378	35 507	1 874 885
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	35 507	1 874 885
<i>dont - taux fixe</i>	<i>1 619 368</i>	<i>31 477</i>	<i>1 650 845</i>
<i>- taux variable</i>	<i>199 932</i>	<i>4 026</i>	<i>203 958</i>
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>- taux variable</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	161 608	-3 206	158 402
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	-3 206	158 402
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	29 208	-183	29 025
TOTAL (A+B+C)	2 030 194	32 118	2 062 312



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2020 exécuté ». Ces chiffres seront corrigés, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrevements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat: ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.